Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Vite-des-infos,29053

27 août 2013

Vite, des infos !

Le greenwashing nucléaire dans toute sa splendeur !

L'accident de Three Mile Island, ça vous parle ? C'est en 1979 que s'est produit dans le réacteur n°2 de cette centrale nucléaire américaine, à Harrisburg, l'un des accidents nucléaires les plus connus et les plus graves. Bien qu'une fusion totale du cœur ait été évitée, des études scientifiques ont démontré que les rejets radioactifs dus à cet accident ont engendré un accroissement de leucémies et autres cancers dans la zone environnante dans les années qui ont suivi.

On mesure alors la grinçante ironie et le sordide de cette photo : Glen Chick, vice-président d'Exelon, la société qui exploite toujours le réacteur n°1 de la centrale de Three Mile Island (en arrière-plan), remet ici un chèque de 5000 dollars à Eve Wachhaus, directrice exécutive de l'ONG Habitat for Humanity (oui, oui, vous avez bien lu : "Habitat pour l'humanité" !). Mme Wachhaus déclare : "Nous sommes reconnaissants à Exelon pour leur engagement auprès de notre communauté locale, des familles à bas revenus et en faveur d'un logement accessible à tous. Grâce au soutien financier de Three Mile Island et aux efforts de ses salariés volontaires, nous changeons des vies." Sans nul doute, la vie des personnes "à bas revenus" appartenant à la "communauté locale" qui ont contracté un cancer à cause de l'accident de 1979 a été "changée"... Pendant ce temps, Exelon, Tepco, EDF, Areva et les autres continuent d'empoisonner l'air, l'eau et l'environnement qui constituent "l'habitat de l'humanité".

Les USA prêts à contaminer leurs citoyens

Mi-avril, l'Agence de Protection de l'Environnement américaine (EPA) a publié de nouvelles orientations destinées à guider la réaction des autorités en cas de rejets radioactifs dans l'environnement, lors d'accidents de réacteurs, d'explosion de bombes "sales" dispersant des particules radioactives, de fuites dans des installations nucléaires ou survenant pendant le transport de matières radioactives.

Ces nouvelles orientations suppriment toute exigence d'évacuation des populations en cas de hautes doses à craindre à la thyroïde, à la peau ou, à l'échelle d'une vie, au corps entier ; en cas d'accident, elles recommandent de jeter les déchets radioactifs dans les décharges municipales absolument pas conçues pour cela, car les sites d'entreposage prévus seraient très insuffisants ; elles proposent d'augmenter dramatiquement les concentrations autorisées de radioactivité dans l'eau potable, jusqu'à 27 000 fois en comparaison de la norme actuelle imposée par le Safe Drinking Water Act (loi

pour une eau potable sûre) ; elles suggèrent d'affaiblir de façon marquée les normes pour la dépollution des sites à long terme, permettant l'exposition permanente des personnes à des doses équivalent à trois radiographies de la poitrine par jour !

De hauts niveaux de contamination de la nourriture seraient autorisés, que des officiels de l'EPA avaient pourtant eux-mêmes critiqués antérieurement, estimant qu'une personne sur 50 qui mangerait de la nourriture ainsi contaminée serait victime d'un cancer directement induit.

Selon Daniel Hirsch, président du Committee to Bridge the Gap, une association antinucléaire, "au fond, le gouvernement dit désormais que les accidents nucléaires pourraient produire une contamination tellement étendue et des niveaux de radioactivité si élevés qu'il devrait renoncer à ses efforts pour dépolluer, et au contraire forcer les gens à vivre avec des risques de cancers radio-induits, énormément supérieurs à ce qui a jamais pu être considéré acceptable."

Source : NIRS et Committee to Bridge the Gap, 15/04/13

Dissuasion nucléaire : Wikipédia subit la censure

Le 4 avril 2013, la Direction des Renseignements Généraux (DCRI) contraint Rémi Mathis, administrateur bénévole de Wikipédia, à supprimer un article sur une station hertzienne de l'armée française 1, sous peine d'être placé en garde à vue et mis en examen. Car la DCRI agit à la demande de la section antiterroriste du parquet de Paris, qui estime que cet article contient des informations confidentielles sur les systèmes de communication de l'ordre de mise à feu nucléaire.

Après cette censure, l'article est rapidement réapparu en ligne, avant de devenir le plus visité de Wikipédia en France, et traduit en plus de 25 langues. Les blogs et la presse du monde entier se moquent de l'amateurisme des espions français. Et pourtant, la DCRI aurait très bien pu supprimer les informations sur Wikipédia en toute discrétion.

Quand l'Etat français menace Rémi Mathis, par ailleurs président de l'association pour la libre diffusion de la connaissance Wikimédia France, c'est une action médiatique répressive sur la circulation d'information, qui contribue aussi à déstabiliser l'organisation de Wikipédia, renforcer le contrôle de ses bénévoles, et plus largement renforcer l'arsenal juridique concernant les infos circulant sur le net.

La source des informations sur Wikipédia est un reportage de la chaîne télé de la Loire TL7 disponible en ligne2. Ce reportage a été tourné fin 2004 avec l'autorisation et la participation des autorités militaires. Pourtant en 2013, le sous- officier Pierre Jeansac, major lors du tournage, fait l'objet d'une enquête militaire. L'affaire de Pierre sur Haute n'est finalement qu'un prétexte pour réduire au silence tous ceux qui voudraient donner des informations sur l'arme nucléaire.

User:Moulins

Suivez l'actualité mondiale du risque nucléaire

En dehors de catastrophes telles que celles de Tchernobyl et de Fukushima, les médias ne relaient pas, ou peu, les incidents et accidents qui surviennent régulièrement au sein des installations nucléaires dans le monde. Depuis plusieurs mois, nous tenons à jour et mettons à votre disposition sur notre site web un référencement régulier de ces événements à risque.

Alors, tenez-vous au courant ! Rendez-vous sur : www.sortirdunucleaire.org/risques

Corruption et nucléaire : en Corée du Sud aussi

La corruption endémique dans le nucléaire japonais n'est pas l'exception, mais bien la règle. Un

nouvel exemple frappant vient le démontrer. L'autorité de sûreté nucléaire de Corée du Sud a décidé fin mai d'arrêter deux réacteurs (Shinkori-2 et Shinwolsong-1, chacun d'une puissance de 1000 MW) et de différer le redémarrage d'un autre réacteur (Shinkori-1), après qu'un lanceur d'alerte anonyme a dénoncé l'utilisation de câbles non conformes, dont les certificats de conformité aux exigences de sûreté avaient été falsifiés, accusation que l'enquête menée a non seulement confirmé mais encore étendue à d'autres réacteurs. Ces câbles sont précisément prévus pour transmettre des commandes aux réacteurs en situation d'accident...

L'an dernier, un scandale avait déjà été mis au jour : pendant 10 ans, des milliers de pièces non conformes aux exigences réglementaires avaient été utilisés, sous couvert de certificats également falsifiés.

Au total, ce sont fin mai 10 des 23 réacteurs du pays qui sont déconnectés du réseau électrique de façon temporaire pour diverses raisons (problèmes de sûreté, maintenance,...), laissant craindre des pénuries d'électricité cet été.

Source : The New York Times ; nscc.go.kr